

Conférence de presse de la "troïka islamiste":

# "Les emprisonnements même injustes, ne nous transformeront pas en extrémistes"

**L**es trois dirigeants \* islamistes (le Cheikh Ould Dedow, Moctar Ould Mohamed Moussa et Jemil Ould Mansour) (voir photo) libérés le dimanche 13 février, après une détention ayant duré trois mois, ont organisé le mardi 15 février, une conférence de presse, au domicile de Moctar Ould Mohamed Moussa.

Ce point de presse marqué par une forte affluence et la présence de plusieurs leaders de partis d'opposition a été ouvert par un mot du Cheikh Mohamed El Hacem Ould Dedow qui a tenu d'emblée à remercier tous ceux qui ont eu à leur manifester leur solidarité, durant leur période de détention, avant de revenir sur l'accusation pour laquelle ils ont été placés en détention et qui était relative à la publication de photos diffamantes, déclarant qu'ils restent persévérants sur la voie qu'ils se sont tracés, qu'ils ne sont pas extrémistes, ni des renonciers aux principes et de renouveler à l'occasion, son appel à la réconciliation nationale, que la conjoncture dicte plus qu'à tout moment.

Un dialogue a-t-il souligné auquel toutes les parties sont conviées pour formuler des propositions pour un dialogue constructif duquel personne ne devrait être exclu .A la fin de sa brève allocution le Cheikh Ould Dedow se retirera du point de presse prétextant sa situation sanitaire.

Suite en page 3



15/02/2005

Conférence de presse de la "troika islamiste":

# "Les emprisonnements même injustes, ne nous transformeront pas en extrémistes"

Par la suite c'était au tour de Jemil Ould Mansour de prendre la parole pour évoquer la dernière accusation formulée contre lui et ses amis, soulignant qu'ils sont maintenant habitués à ce que l'accusation soit lancée d'abord contre eux, et qu'on réfléchisse par la suite à son fondement. Ould Mansour soulignera également qu'ils n'ont pas été interrogés durant l'enquête préliminaire sur les photos pour lesquelles ils ont été arrêtés, mais seulement à la fin de cette enquête, et parfois sur leur propre insistance.

Par la suite Ould Mansour soulèvera la grève de faim qu'ils ont entamé le 13 février dernier suite à la quelle ils ont été libérés quelques heures après, et souhaité que l'ac-

quittement des leaders politiques et les peines du procès de Ould Naga qu'il juge allégées d'une façon générale malgré ses réserves sur certaines d'entre elles, soient le prélude à une ouverture dont les signes restent attendus. Poursuivant la parole Ould Mansour évoquera la conception que ses amis ont en tant qu'islamistes "centristes" ont de l'action politique. Il dira à cet effet qu'ils sont démocrates, qu'ils croient en la démocratie pluraliste, qu'ils ne répondent pas ainsi aux sirènes du patinage politique et que les emprisonnements même injustes, ne les transformeront pas en extrémistes.

Et Ould Mansour de lancer à l'adresse du pouvoir, qu'il est temps

que ce dernier sache que le mouvement islamiste est une réalité qu'on ne peut occulter et que l'expérience de certains pays arabes et islamiques ayant développé une approche positive avec ce courant de pensée a prouvé qu'il est modéré et démocrate. Nous sentons néanmoins a-t-il dit, que certains développent à l'endroit du courant islamiste des préjugés et le comparent à des parties avec lesquelles il n'a aucune proximité ni dans la pensée, ni dans le comportement.

À la fin du point de presse Moctar Ould Mohamed Moussa prendra la parole pour expliquer le choix de son domicile pour abriter la conférence de presse précisant que lui et Ould Mansour appartiennent à un parti politique (le Parti de

la Convergence démocratique, PCD non reconnu), qu'ils peuvent ainsi s'exprimer dans un siège de leur parti, mais que le Cheikh Ould Dedow n'appartient à aucun parti politique, c'est pour cela dit-il que nous avons choisi un domicile particulier pour cette conférence de presse. Et Ould Mohamed Moussa de souligner que l'option de création du PCD est irréversible, qu'ils oeuvrent lui et ses amis, pour l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs y compris celui de la prêcherie en dénonçant à l'occasion que l'association des oulémas de Mauritanie soit devenu un arrière poste de la Sûreté de l'Etat a-t-il conclu.